

CURRICULUM VITAE

Patrick GÉRARD, Recteur de l'académie, chancelier des universités de Paris

né le 30 décembre 1957 à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Conseiller d'État, Agrégé des Facultés de droit, Président du conseil d'administration de l'Institut national du Patrimoine, Maire honoraire de Vincennes.

ÉTUDES

- Lycée Henri-Poincaré (Nancy).
- Universités de Nancy 2 et de Paris II -Panthéon - Assas.
- Institut d'études politiques de Paris.

DIPLÔMES

- Baccalauréat C - Académie de Nancy - Metz (1974).
- Licence en Droit (Université de Nancy 2 - 1977) et Maîtrise en Droit public (Université Paris II - 1978).
- **Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris** (section service public - 1978).
- D.E.A. de Finances publiques et fiscalité (Université Paris II - 1979).
- D.E.A. de Droit public interne (Université Paris II - 1980).
- **Docteur en Droit de l'Université Paris- II-Panthéon-Assas** (1986) - mention « très honorable »
sujet de thèse : L'élection présidentielle américaine de 1984.
- Habilitation à diriger des recherches (Université Paris II - 1989).
- **Agrégé des Facultés de droit** (1992-concours Droit public).

CARRIÈRE

- Assistant en droit (1^{er} janvier 1980 – 30 septembre 1988) au Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM).
- Maître de Conférences de droit public (1^{er} octobre 1988 –30 septembre 1992) à la chaire de droit immobilier du CNAM.
- Professeur des Universités (1^{er} octobre 1992- 21 septembre 2006)
 - à la Faculté de droit et des sciences économiques d'Orléans (1^{er} octobre 1992 –31 août 1994);
 - au Conservatoire national des Arts et Métiers (1^{er} septembre 1994 - 21 septembre 2006) ; *professeur des Universités de 1^{ère} classe (1994) ; professeur des Universités de classe exceptionnelle (1^{er} échelon : 1999 ; 2^e échelon : 2003).*
- Directeur national adjoint de l'I.C.H. (Institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitation) au CNAM (1992-2002).
- Conseiller technique, puis Conseiller (chargé des affaires juridiques et de l'enseignement supérieur) au Cabinet de M. François BAYROU, ministre de l'Éducation nationale (2 avril 1993 - 29 avril 1994).
- Recteur de l'académie d'Orléans – Tours (2 mai 1994 - 12 juin 1996).
- Directeur du Centre national des oeuvres universitaires et scolaires (5 décembre 1996 - 11 février 1999).
- Recteur de l'académie de Bordeaux (4 juillet 2002 - 15 juillet 2004), président de la Conférence des Recteurs français (5 novembre 2002 – 15 juillet 2004).
- Directeur de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche auprès de M. François FILLON (16 juillet 2004 – 16 juin 2005).
- Directeur du Cabinet de M. Gilles de ROBIEN, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (6 juin 2005 – 21 septembre 2006).
- **Conseiller d'État** en service ordinaire (décret du Président de la République du 22 septembre 2006)
en activité au Conseil d'État (22 septembre 2006- 6 juillet 2007) : rapporteur à la 6^{ème} sous-section de la Section du Contentieux, membre du groupe de travail sur le droit de préemption urbain (section du rapport et des études); en disponibilité (7 juillet 2007 – 23 janvier 2008; décrets du Président de la République du 25 juillet 2007 et du 24 janvier 2008); mis à disposition du ministère de la Justice (24 janvier-27 novembre 2008 ; arrêtés ministériels des 24 janvier et 18 décembre 2008); en détachement depuis le 15 décembre 2008 (décret du Président de la République du 8 janvier 2009).

- Directeur du cabinet de Mme Rachida DATI, Garde des Sceaux, ministre de la Justice (7 juillet 2007-27 novembre 2008).

- **Recteur de l'académie de Paris** (décret du Président de la République du 5 décembre 2008), depuis le 15 décembre 2008.

* En qualité de recteur, chancelier des universités de Paris :

- Président d'honneur de la Conférence des recteurs français
- Président du comité des recteurs de la région d'Île-de-France
- Président du conseil d'administration de l'Établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF)
- Premier vice-président de la Cité internationale universitaire de Paris
- Premier vice-président de la Fondation Robert de Sorbon (cours de civilisation française de la Sorbonne)
- Président de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH)
- Membre du Conseil d'administration de la Maison de l'Europe de Paris.
- Membre du Comité de pilotage de la Conférence nationale sur les rythmes scolaires.

AUTRES ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

- Chargé d'enseignement à l'Université Paris-V-Descartes (de 1982 à 1985), responsable d'un séminaire au Collège des Ingénieurs (1989), chargé de cours à l'École supérieure de Commerce de Paris (de 1990 à 1992).
- Enseignant invité à l'Université de Coimbra (Portugal, 1998) et à l'Université de Sousse (Tunisie, 2000).
- Chargé de cours (Institutions politiques) à l'École nationale supérieure des Mines de Paris (de 1992 à 2002).

PUBLICATIONS

OUVRAGES

- L'élection présidentielle américaine de 1984, thèse, Bibliothèque constitutionnelle et de Science politique (Tome LXIX), Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 310 p., 1987.
- George BUSH, président : histoire d'une élection, Collection « *Histoire thématique des États-Unis* », Presses universitaires de Nancy, 240 p., 1989.
- Le président des États-Unis, Collection « *Que sais-je?* », Presses universitaires de France, 128 p., 1991 ; 2ème édition, 1994.
- Pratique du droit de l'Urbanisme, Eyrolles, 210 p., 1993 ; 2^{ème} édition, 273 p., 2000 ; 3^{ème} édition, 272 p., 2002 ; 4^{ème} édition, 272 p., 2003 ; 5^{ème} édition, 295 p., 2007 (Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques : Prix d'Aumale 1993).
- Lexique des Collectivités locales, Presses universitaires de France, 128 p., 1995.

AUTRES PUBLICATIONS

- Article sur « *La spécificité du Pays de Galles dans l'Administration centrale britannique* », Actualité juridique Droit administratif (A.J.D.A.), octobre 1987, pp. 572-578.
- Article sur « *Les Jeux Olympiques de 1992 en Savoie - expropriation : procédures d'extrême urgence et réquisition temporaire* », Actualité juridique propriété immobilière (A.J.P.I.), mars 1988, pp. 144-148.
- Article sur « *La stabilité retrouvée au Portugal* », Revue du Droit public, janvier - février 1989, pp. 159-186.
- Article sur « *La nouvelle Administration américaine* », Revue administrative, janvier - février 1989, pp. 63-67.
- « *L'obligation de respecter le secret du vote pour l'élection du président du conseil régional* », note sous l'arrêt du Conseil d'État JOLY (12 mai 1989), Actualité juridique Droit administratif (A.J.D.A.), juillet - août 1989, pp. 464-466.
- Article sur « *Le Parlement européen issu de la troisième élection directe* », Revue administrative, septembre - octobre 1989, pp. 464-466.
- « *Un notaire ne peut attaquer le certificat d'urbanisme délivré pour un terrain appartenant à son client* », note sous l'arrêt du Conseil d'État TROTEL (17 janvier 1990), la Semaine juridique, 1990, éd. N, p.97; éd G, II, n°21511.
- Article sur « *Les effectifs de la fonction publique aux États-Unis* », Revue administrative, mai - juin 1990, p.269.

- Article sur « *Les inéligibilités professionnelles dans le contentieux des élections municipales de 1989* », la Semaine juridique, éd. G, 1990, I, n° 3477 .
- Article sur « *Les tribunaux administratifs britanniques* », Actualité juridique Droit administratif (A.J.D.A.), janvier 1991, pp. 3-12.
- Article sur « *La répartition des tâches gouvernementales au Portugal* », Revue administrative, mai - juin 1991, pp. 270-271.
- Article sur « *Les vingt ans du certificat d'urbanisme* », la Semaine juridique, 1991, éd. N, pp. 430-434.
- Point de vue « *Ross PEROT, perturbateur ?* », Libération, 17 juillet 1992.
- Article sur « *Décentralisation : le déferé délaissé* », Droit administratif, novembre 1992.
- Article sur « *Les P.O.S. et la liberté communale* », les Petites Affiches, n° spécial Congrès des notaires, avril 1993.
- Contentieux des élections locales, Juris - Classeur administratif, fascicule n° 1132, 1993 (mise à jour 2001, en collaboration).
- Article sur « *Le recteur d'académie* », Actualité juridique Droit administratif (A.J.D.A.), novembre 1996, pp. 836-855.
- Article sur « *Le régime juridique des plans d'urbanisme en France* », Revista do Centro de Estudos de Direito do Ordenamento, do Urbanismo e do Ambiente (CEDOUA), Coïmbra, 1999, pp. 79-83.
- Le droit des élections locales (en collaboration), Collection « *Collectivités territoriales* », Éditions du Juris - Classeur, 2001.
-
- Éditorial « *De l'accumulation à l'explosion* », Code pratique de l'urbanisme, décembre 2001, p.3.
- « *L'accord du préfet à l'extension limitée de l'urbanisation d'un espace proche du rivage* », note sous l'arrêt du Conseil d'État EISENCHTETER (26 octobre 2001), la Semaine juridique, 2002, éd. N, p. 1160.
- Article sur « *Le responsable de programme : une nouvelle relation entre le politique et l'administration* » in « *La LOLF et la réforme de la gestion publique* », l' ENA hors les murs, mai 2005, pp 17-19.

ANCIENNES ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES DIVERSES

- Vice-président du Conseil européen de la vie étudiante (1998).
- Membre de la Commission de spécialistes de droit public de l'Université Paris- XII (1998-2002).
- Membre du Conseil national pour le développement de la mobilité internationale des étudiants (2003-2004).
- Auditeur de la 52^{ème} session nationale de l'Institut des hautes études de Défense nationale (1999-2000).
- Auditeur à l'École du Louvre (2000-2001).

ANCIENS MANDATS ÉLECTIFS OU RESPONSABILITÉS PUBLIQUES

- Conseiller municipal de Nancy (1983-1989), Conseiller du district urbain de Nancy (1983-1989).
- Conseiller municipal de Vincennes (1989-1995), Adjoint au maire (1995-1996) puis **Maire de Vincennes** (élu juin 1996 – mars 2001; réélu mars 2001 - juillet 2002); nommé maire honoraire (2004).
- Conseiller régional d'Île-de-France (élu mars 1992-mars 1998; réélu mars 1998-juin 2002), vice-président de la Commission de l'enseignement supérieur (1992-1994).
- Membre de la section des Finances du Conseil économique et social (1987-1988).
- Membre de la commission régionale du patrimoine et des sites d'Ile de France (1999-2002).

AUTRES RESPONSABILITÉS ACTUELLES

- **Membre du Haut Conseil de la Magistrature de Monaco** (nommé, sur proposition du Tribunal Suprême de Monaco, par Ordonnance du Prince du 19 avril 2010).
- **Président du Conseil d'administration de l'Institut national du Patrimoine** (décret du Président de la République du 9 septembre 2010).

DISTINCTIONS

- Citoyen d'honneur d'El Paso (Texas, États-Unis).
- Lauréat de l'Institut.

DÉCORATIONS

- Officier de la Légion d'Honneur (2009).
- Officier dans l'Ordre national du Mérite (2004).
- Commandeur dans l'Ordre des Palmes Académiques (2003).
- Officier de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne (2006).

13/09/2010